

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



mercredi 8 janvier 2014

A Jérusalem, des milliers d'enfants sont privés des services publics de base par l'apartheid israélien (The Electronic Intifada)

Patrick O. Strickland

Les enfants nés à Jérusalem sont pris au piège de la bureaucratie israélienne et de ses restrictions discriminatoires.

Dans Jérusalem-Est occupé par Israël, des milliers d'enfants palestiniens nés de parents qui détiennent des types de cartes d'identité différents vivent souvent toute leur vie sans être enregistrés et sans aucune forme de citoyenneté ni de papiers d'identité.

« C'est très dur ... on se balade en pleine paranoïa tout le temps » dit Fidaa Shweiki, dont les 4 enfants ne sont pas inscrits. « Parce que Israël ne m'a pas permis d'enregistrer les enfants, cela nous a causé un tas de problèmes dans beaucoup de domaines de notre vie ».

La [Coalition Civile pour Jérusalem](#) estime que quelque 10.000 enfants palestiniens à Jérusalem-Est ne sont pas enregistrés (« Jérusalem : Faits et statistiques » PDF)

Considérés comme apatrides selon le droit international, les habitants palestiniens de Jérusalem possèdent une carte d'identité spéciale émise par Israël, ainsi que des permis de voyage jordaniens.

Fidaa vient du quartier de al-Thuri [près de Silwan], où ses enfants, deux garçons et deux filles de 18 mois à neuf ans, sont nés à l'hôpital. Les enfants n'ont pas de documents d'identité, sinon un bout de papier indiquant qu'ils sont nés à Jérusalem.

Ce papier n'est pas un certificat de naissance et n'a pas de numéro d'enregistrement.

Le défunt mari de Fidaa, Anwar Khalil Abed Rabbo, était de la ville de Yatta en Cisjordanie occupée et il détenait des papiers d'identité émis par l'Autorité Palestinienne.

Le meurtre de son mari

En 2012 Abed Rabbo, qui n'avait que 27 ans à l'époque, se trouvait avec un autre Palestinien quand tous deux furent abattus par un camionneur israélien à al-Samu, un village proche de Hébron. Les soldats israéliens ont prétendu qu'ils tentaient de dévaliser le chauffeur.

Fidaa eut beau clamer que ce jour-là Abed Rabbo était en route pour la rejoindre à Jérusalem pour la naissance de leur benjamin. Comme Israël lui refusait toujours un permis d'entrée pour rendre visite à son épouse, il avait pris l'habitude d'entrer discrètement à Jérusalem.

Elle croit que c'est en raison du meurtre de son mari que les autorités israéliennes refusent d'accorder, même au petit dernier, l'accès aux soins de santé publique d'Israël, en dépit de ses nombreuses demandes. « Les inspecteurs de l'assurance-maladie sont venus nous voir plus de dix fois, et quelquefois ils viennent à l'improviste pour s'assurer que nous vivons vraiment à Jérusalem ».

Bien que Fidaa ait prouvé à plusieurs reprises que Jérusalem est la seule résidence de sa famille, les autorités israéliennes ont persisté dans leur refus.

Mohammad Abbasi, l'avocat de Fidaa Scheiki, explique que les parents palestiniens d'enfants non enregistrés doivent effectuer d'innombrables démarches administratives au ministère israélien de la Défense avant de pouvoir intenter une action en justice.

Fidaa a fourni aux autorités israéliennes « de nombreux documents » prouvant qu'elle vit et travaille en permanence à Jérusalem, mais elle est néanmoins "accusée" d'avoir déménagé ailleurs en Cisjordanie.

« Les autorités israéliennes nous disent que le père de Fidaa possède une maison à al-Ram » dit Abassi, faisant allusion à une partie de Jérusalem située près du mur israélien en Cisjordanie. Mais cette maison n'est pas à elle, elle n'y a jamais vécu. Alors qu'est-ce que ça a à voir avec elle ? »

Elle précise : "Je traîne ce problème depuis la naissance de mon premier enfant, il y a près de 10 ans, mais ils disent toujours que je ne vis pas ici !".

Pas le choix

« Ce n'est que lorsqu'elle aura frappé à toutes les portes du ministère [de la Défense] qu'elle pourra présenter sa requête devant la justice » explique Abbasi à E.I. « On nous a déjà refusé plusieurs fois. A présent, nous attendons le dernier appel, qui a été soumis il y a dix jours. Si c'est refusé, nous allons essayer devant les tribunaux, car nous n'avons pas d'autre choix ».

Comme ils ne sont pas enregistrés, ses enfants se voient refuser l'accès aux services publics. « Ils ne peuvent pas avoir d'assurance-maladie, ni voyager à l'étranger ou en Palestine » dit Abbasi, notant que les enfants ne peuvent pas rendre visite à leur famille en Cisjordanie parce qu'ils n'auront pas le droit de revenir à Jérusalem, sans papiers d'identité.

Si ses enfants tombaient malades et avaient besoin de traitements médicaux, Fidaa devrait payer elle-même le prix plein des honoraires médicaux. « C'est très cher et je ne peux pas payer de ma poche. Grâce à dieu, nous n'avons pas eu de gros pépin de santé jusqu'à présent ».

Abbasi dit que pour le moment, les enfants de Fidaa ont eu l'autorisation légale de rester avec elle à Jérusalem. Mais une fois qu'ils auront 16 ans, ils n'auront plus le statut de résident. A la place, ils devront solliciter des permis d'entrée – soumis à d'importants « contrôles de sécurité » israéliens qui durent parfois toute une année – pour visiter leur mère.

Même si trois des enfants Schweiki soient à l'école primaire, ils n'auront pas le droit de s'inscrire en secondaire ni à l'université à moins d'obtenir au préalable les documents d'identité de Jérusalem requis, délivrés par Israël.

Elle explique que les enfants de son frère, qui est marié avec une citoyenne étrangère, ont été dans l'impossibilité de se faire inscrire à l'école parce qu'ils ne sont pas enregistrés.

"Ils poussent les Palestiniens à partir"

Les familles palestiniennes possédant des papiers d'identité différents sont systématiquement divisées par des lois discriminatoires telles que « l'ordre temporaire » connu sous le nom de « [Loi sur la citoyenneté et l'entrée en Israël](#) » (1)

« Cette prohibition de l'unité familiale et les perpétuelles barrières mises à l'enregistrement des familles à Jérusalem s'ajoutent à de nombreuses autres politiques destinées à diviser les familles et à réduire la qualité de vie des Palestiniens dans la ville » a confié Rima Awwad, de la Jerusalemites Campaign (2)

Une toile d'araignée bureaucratique

Une toile d'araignée bureaucratique induit des frustrations dans chaque aspect de la vie palestinienne à Jérusalem : cela fait partie du processus d'expulsion des habitants palestiniens originaires de la ville même, afin de faire de la place pour les implantations interdites aux non-juifs.

Rima Awwad explique que la politique israélienne « sert à atteindre son objectif démographique de judaïsation de la ville en divisant les familles palestiniennes et en réduisant leur qualité de vie ». Ces politiques englobent « l'expansion et la violence des colons, les démolitions de maisons, une paupérisation et un taux de chômage croissants » ajoute-t-elle.

Le groupe israélien de défense des droits humains [B'Tselem](#) a évalué qu'entre 1967 et 2012, Israël a révoqué le statut de résident de plus de 14.000 habitants palestiniens de Jérusalem-Est, les contraignant à partir ».

Une information politique récente publiée par al-Shabaka notait que pareilles restrictions d'enregistrement restent appliquées à l'encontre d'enfants palestiniens en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza, malgré l'établissement de l'Autorité Palestinienne en 1994.

En outre, Israël a récemment introduit une nouvelle politique destinée à stopper la délivrance de certificats de naissance pour les enfants nés en Israël de citoyens étrangers, selon le quotidien israélien Haaretz du 18 juin 2013.

Même si elle a l'intention de continuer à se battre pour faire enregistrer ses enfants, Fidaa n'est guère optimiste. « Pourquoi aurions-nous de l'espoir ? Il n'y a aucun espoir dans les tribunaux [d'Israël] » dit-elle, expliquant qu'elle resterait à Jérusalem avec ses enfants, quels que soient les résultats.

« Je les laisserai non enregistrés, mais nous ne pourrons aller nulle part. Les enfants sont nés à Jérusalem et nous sommes ici chez nous. Les 17 membres de notre famille vivent dans la même petite maison et nous pouvons donc rester dans notre ville ».

Patrick O. Strickland

Son blog : <http://www.patrickostrickland.com/>

<http://electronicintifada.net/content/thousands-jerusalem-children-den...>

Traduction : Info-Palestine.eu - AMM

(1) En janvier 2012, la loi sur la citoyenneté et l'entrée en Israël a été confirmée par la Cour Suprême d'Israël : elle interdit aux Palestiniens mariés à des Israéliens d'obtenir la nationalité israélienne, et aurait empêché des milliers de couple mariés de vivre ensemble.

(2) Cette campagne est une initiative internationale pour mettre un terme à la révocation du statut de résidents des Palestiniens vivant dans Jérusalem sous occupation.

**http://www.info-palestine.eu/spip.php++cs_INTERRO++article14311
<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article14311>**

<http://www.legrandsoir.info/a-jerusalem-des-milliers-d-enfants-sont-privés-des-services-publics-de-base-par-l-apartheid-israelien-the-electronic-intifada.html>